



## Point n° 5 de l'ordre du jour

### Rapport du Conseil communal au Conseil général à l'appui du Règlement général de police (RgPol) de Milvignes

Monsieur le président,  
Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux,

Jusqu'ici, la commune de Milvignes a appliqué les dispositions prévues dans les règlements de police des communes d'Auvernier, Bôle et Colombier, puisque tant et aussi longtemps qu'un règlement n'a pas été adopté par les autorités de la nouvelle commune, ceux des anciennes communes s'appliquent.

Nous nous devons aujourd'hui d'uniformiser les pratiques en matière de police sur tout le territoire de Milvignes.

La base de travail sur laquelle s'est inspiré le Conseil communal est le règlement-type du Service des communes. Les communes ne disposent que de peu de latitude au niveau de la rédaction.

Le Conseil communal a tout d'abord procédé à une comparaison des 3 règlements existants afin de déterminer les spécificités de chaque village. Celles-ci ont été prises en compte dans le projet de règlement qui vous est soumis. Il s'agit en particulier des heures d'ouverture des établissements publics (art. 3.33 et 3.34), des infrastructures des cimetières et des lotos, ce dernier chapitre ayant été simplifié.

Concernant les établissements publics, une mesure particulière relative à l'exploitation des terrasses a été introduite, afin de permettre à l'autorité de limiter les nuisances en cas de nécessité (art. 3.33).

En outre, des mesures imposées par la loi concernant l'harmonisation des registres officiels de personnes et le contrôle des habitants (LHRCH) ont nouvellement été introduites (art. 2.17-2.19).

Toute mention d'émolument a été supprimée, compte tenu de l'élaboration d'un arrêté du Conseil général concernant la perception de divers taxes et émoluments communaux.

Un certain nombre d'articles peuvent paraître redondants avec la législation en vigueur, ou parfois désuets. Ils ont néanmoins été repris tels quels ou légèrement modifiés, afin de rester dans l'esprit du règlement-type.

Le projet de règlement qui vous est proposé a été préalablement validé par le Service des communes.

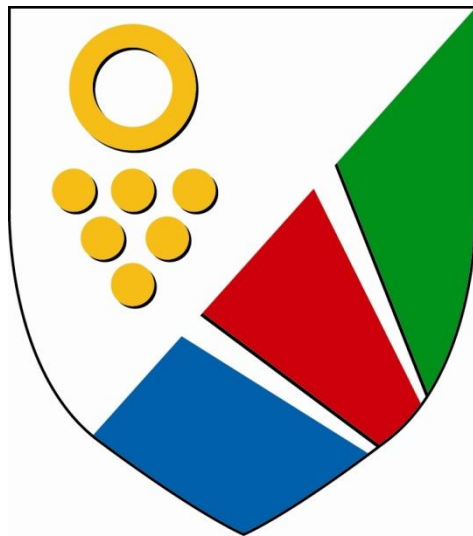
Enfin, il est à noter que la loi sur la police étant amenée à être prochainement modifiée, ceci aura des incidences sur notre règlement de police. Tout comme la loi sur les établissements publics, adoptée par le Grand Conseil, et qui sera promulguée prochainement par le Conseil d'Etat. Ces modifications modifieront les art. 3.32ss de notre règlement. Le moment venu, les communes seront informées des incidences de ces modifications par le Service des communes.

Cependant, compte tenu de l'importance d'avoir un règlement uniformisé pour notre commune, nous vous remercions, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux, d'adopter le projet de règlement qui vous est proposé.

Colombier, le 14 avril 2014

Le Conseil communal

# COMMUNE DE MILVIGNES



## **REGLEMENT GENERAL DE POLICE**

13 mai 2014

# Table des matières

<b>CHAPITRE 1.....</b>	<b>1</b>
DISPOSITIONS GENERALES .....	1
1.1 Tâches de police communale Définition.....	1
1.2 Champ d'application .....	1
1.3 Organes d'exécution .....	1
1.4 Titres et fonctions .....	1
1.5 Asslstants de sécurité publique Assermentation.....	1
1.6 Tâches .....	1
1.7 Mesures de contrainte .....	2
1.8 Uniforme .....	2
1.9 Armes .....	2
<b>CHAPITRE 2.....</b>	<b>3</b>
CONTROLE DES HABITANTS.....	3
2.1 Domicile .....	3
2.2 Séjour .....	3
2.3 Déclaration d'arrivée.....	3
2.4 Délai .....	3
2.5 Exceptions .....	3
2.6 Lieu et forme de la déclaration .....	3
2.7 Contenu de la déclaration .....	4
2.8 Dépôt et présentation de documents.....	4
2.9 Attestation de domicile et attestation de séjour.....	4
2.10 Déclaration de domicile .....	4
2.11 Devoirs du bailleur .....	4
2.12 Devoirs du logeur .....	4
2.13 Changement de situation.....	4
2.14 Déclaration de départ .....	5
2.15 Restitution de documents .....	5
2.16 Attributions du préposé au contrôle des habitants.....	5
2.17 Obligations de renseigner incombant aux tiers .....	6
2.18 Exécution par substitution .....	6
2.19 Changement de données .....	6
<b>CHAPITRE 3.....</b>	<b>7</b>
DE LA POLICE COMMUNALE .....	7
3.1 Ordre public .....	7
3.2 Domaine public travail et dépôt.....	7
3.3 Affichage et enseignes .....	7
3.4 Dommages aux affiches.....	7
3.5 Circulation .....	7
3.6 Mise en fourrière.....	7
3.7 Plantations.....	7
3.8 Fouilles .....	7
3.9 Récolte de signatures.....	8
3.10 Eaux usées.....	8
3.11 Lavage des véhicules.....	8
3.12 Nom des rues .....	8
3.13 Sécurité publique.....	8
3.14- 3.15 Jeux et sports.....	8
3.16 Feux.....	8

3.17	<i>Echafaudages</i> .....	8
3.18	<i>Ruchers</i> .....	8
3.19	<i>Tranquillité publique</i> .....	8
3.20	<i>Manifestations publiques</i> .....	9
3.21	<i>Feux d'artifice</i> .....	9
3.22	<i>Appareils sonores</i> .....	9
3.23	<i>Détonateurs</i> .....	9
3.24	<i>Animaux</i> .....	9
3.25	<i>Bruit</i> .....	9
3.26	<i>Dimanche et jours fériés</i> .....	9
3.27-3.28	<i>Poids et mesures</i> .....	9
3.29-3.31	<i>Police rurale</i> .....	9
3.32	<i>Etablissements publics</i> .....	9
3.33	<i>Heures d'ouverture en général</i> .....	9
	<i>Cas particuliers</i> .....	10
3.34	<i>Tranquillité</i> .....	10
3.35	<i>Prolongations</i> .....	10
3.36	<i>Bruit, faisceau laser</i> .....	10
3.37	<i>Distributeur automatiques</i> .....	10
3.38	<i>Professions ambulantes</i> .....	10
3.39	<i>Heures d'activité</i> .....	10
3.40	<i>Conditions d'exercice</i> .....	10
3.41	<i>Age limite</i> .....	11
3.42	<i>Foires et marchés</i> .....	11
3.43	<i>Activités foraines</i> .....	11
3.44	<i>Véhicules habitables et habitations mobiles</i> .....	11
<b>CHAPITRE 4</b> .....		<b>12</b>
MATCHES AU LOTO.....		12
4.1	<i>Matches au loto</i> .....	12
4.2	<i>Emolument</i> .....	12
4.3	<i>Objets mis en jeu</i> .....	12
<b>CHAPITRE 5</b> .....		<b>13</b>
POLICE SANITAIRE.....		13
5.1	<i>Organes d'exécution</i> .....	13
5.2	<i>Propreté</i> .....	13
5.3	<i>Dégradations</i> .....	13
5.4	<i>Enlèvement des ordures</i> .....	13
5.5	<i>Déchets dangereux</i> .....	13
5.6	<i>Déchets encombrants</i> .....	13
5.7	<i>Interdiction des dépôts de déchets</i> .....	14
5.8	<i>Dépouilles d'animaux</i> .....	14
5.9	<i>Fumiers</i> .....	14
5.10	<i>Porcheries et poulaillers</i> .....	14
5.11	<i>Epannage de purin</i> .....	14
5.12	<i>Sources, cours d'eau et fontaines</i> .....	14
5.13	<i>Désinfections</i> .....	14
<b>CHAPITRE 6</b> .....		<b>15</b>
INHUMATIONS, INCINERATIONS.....		15
6.1-6.2	<i>Autorisation</i> .....	15
6.3	<i>Délai</i> .....	15
6.4	<i>Dépôts d'urnes</i> .....	15
6.5	<i>Tombe du souvenir</i> .....	15
6.6	<i>Gratuité</i> .....	15
6.7-6.8	<i>Finances</i> .....	15

6.9-6.14 Columbarium .....	16
<b>CHAPITRE 7.....</b>	<b>17</b>
CIMETIERE .....	17
7.1-7.7 Surveillance Aménagement .....	17
7.8-7.9 Tombes et monuments .....	17
7.10-7.11 Désaffectation .....	18
<b>CHAPITRE 8.....</b>	<b>19</b>
POLICE DES FORETS .....	19
8.1 Exploitation .....	19
8.2 Ramassage du bois mort.....	19
Généralités .....	19
8.3 Conditions .....	19
8.4 Feux.....	19
8.5 Pacage du bétail.....	19
8.6 Dépôt de déchets en forêt.....	19
8.7 Véhicules à moteur .....	19
8.8 Cyclisme et équitation.....	20
8.9 Autres activités .....	20
<b>CHAPITRE 9.....</b>	<b>21</b>
POLICE DES CHIENS.....	21
9.1-9.2 Déclaration et taxes.....	21
9.3 Exonération.....	21
9.4-9.5 Restitution de taxe.....	21
9.6 Identification.....	21
9.7 Errance.....	21
9.8 Chiens hargneux.....	22
9.9 Rut.....	22
9.10 Aboiements .....	22
9.11 Souillures.....	22
9.12 Violation des obligations.....	22
9.13 Mesures en cas d'agression .....	22
9.14 Annonces de morsures .....	22
9.15 Voies de droit .....	23
<b>CHAPITRE 10.....</b>	<b>24</b>
RESPONSABILITE, PENALITES.....	24
10.1-10.3 Responsabilité, pénalités .....	24
<b>CHAPITRE 11.....</b>	<b>25</b>
DISPOSITIONS FINALES .....	25
11.1-11.2 Dispositions finales .....	25

## Chapitre 1

### DISPOSITIONS GENERALES

- 1.1 Tâches de police communale**
- Définition**
- 1.1** On entend par tâches de police communale les tâches que la loi attribue aux communes, sous le contrôle de l'autorité cantonale, notamment dans les domaines de la police de proximité et de la police de circulation.
- a) à l'ordre, la sécurité, la tranquillité, la moralité, la santé et la salubrité publics, en général,
  - b) au contrôle des habitants ainsi qu'aux polices sanitaire, rurale, du feu, des constructions, des établissements publics, de circulation, des chiens, des foires et des marchés, en particulier,
  - c) à la surveillance, la régulation et la signalisation temporaire de la circulation routière.
- Les communes sont seules compétentes notamment en ce qui concerne
- a) la gestion de leur domaine public,
  - b) l'octroi d'autorisations communales,
  - c) le respect des prescriptions de droit administratif.
- 1.2 Champ d'application**
- 1.2** Les tâches de police communale s'exercent, sous la surveillance du Conseil communal, sur tout le territoire de la commune, conformément aux lois et règlements en la matière et sous réserve des attributions de la police neuchâteloise.
- 1.3 Organes d'exécution**
- 1.3** Les organes d'exécution sont:
- a) le Conseil communal,
  - b) le responsable du dicastère de la sécurité,
  - c) le responsable du dicastère des travaux publics,
  - d) la commission de salubrité publique,
  - e) le personnel chargé de la police communale (agents de la police neuchâteloise, assistants de sécurité publique ...).
- 1.4 Titres et fonctions**
- 1.4** Les titres et fonctions cités dans le présent règlement s'entendent aussi bien au féminin qu'au masculin.
- 1.5 Assistants de sécurité publique**
- Assermentation**
- 1.5** <sup>1</sup>A leur entrée en fonction, les assistants de sécurité publique prêtent serment de remplir fidèlement les devoirs de leur charge.
- <sup>2</sup>Ils sont assermentés par le président du Conseil communal.
- 1.6 Tâches**
- 1.6** Les tâches qui peuvent être exécutées par les assistants de sécurité publique sont :

- a) dénonciation des infractions soumises à la loi fédérale sur les amendes d'ordre (LAO), du 24 juin 1970,
- b) contrôle du trafic dormant,
- c) contrôle du trafic en mouvement par le biais d'installations fixes de surveillance du trafic,
- d) dénonciation des infractions à la loi sur la circulation routière (LCR), du 19 décembre 1958, susceptibles de transaction conformément à la liste établie par le Procureur général,
- e) participation aux constats d'accidents de la circulation,
- f) gestion manuelle du trafic,
- g) dénonciation des infractions aux règlements communaux,
- h) transport des détenus,
- i) remises de pièces judiciaires et administratives.

Le Commandant de la police neuchâteloise peut autoriser l'accomplissement de certaines tâches administratives et de police judiciaire par les assistants de sécurité publique pour lesquelles ils ont reçu une formation adaptée.

#### **1.7 Mesures de contrainte**

**1.7** Ils peuvent avoir recours aux mesures de contrainte dans les situations suivantes :

- a) lors de transport de détenus,
- b) en cas de nécessité,
- c) en cas de légitime défense,
- d) lorsqu'ils sont accompagnés par un agent de police

#### **1.8 Uniforme**

**1.8**<sup>1</sup> Les assistants de sécurité publique portent l'uniforme dans l'exercice de leur fonction.

<sup>2</sup>Ce dernier est de couleur grise, conformément à la décision des Commandants des polices cantonales de Suisse romande.

#### **1.9 Armes**

**1.9**<sup>1</sup> Les assistants de sécurité publique n'emploient pas d'armes à feu.

<sup>2</sup>Ils peuvent, selon les missions qui leur sont confiées, porter une matraque et un spray de défense.

<sup>3</sup>Le Conseil communal est alors tenu d'assurer à ses assistants de sécurité publique une formation adéquate et une instruction régulière en ce qui concerne le maniement et l'usage de ces armes.



## Chapitre 2

### CONTROLE DES HABITANTS

- 2.1 Domicile**
- 2.1** <sup>1</sup>Une personne ne peut avoir qu'un domicile.  
<sup>2</sup>Une personne est réputée avoir son domicile dans la commune où est déposé son acte d'origine ou le document requis.  
<sup>3</sup>A défaut d'un tel dépôt, sont considérées comme domiciliées dans la commune, les personnes qui y résident avec l'intention de s'y établir et d'y avoir le centre de leurs intérêts personnels.
- 2.2 Séjour**
- 2.2** Sont considérées comme séjournant dans la commune, les personnes qui y résident dans un but particulier, sans intention de s'y établir et pour une durée limitée, mais au moins 3 mois consécutivement ou dans la même année.
- 2.3 Déclaration d'arrivée**
- 2.3** La personne qui établit son domicile dans la commune ou qui y séjourne au-delà de 3 mois doit déclarer son arrivée au contrôle des habitants.
- 2.4 Délai**
- 2.4** <sup>1</sup>La déclaration doit avoir lieu dans les 14 jours qui suivent l'arrivée ou, en cas de périodes de séjour non consécutives, dès qu'il est prévisible que le séjour dépassera 3 mois.
- 2.5 Exceptions**
- 2.5** Sont dispensées de l'obligation de déclarer leur arrivée:
- a) les personnes qui séjournent dans un établissement hospitalier pour y être soignées;
  - b) celles qui séjournent dans une maison d'éducation au travail ou un pénitencier.
- 2.6 Lieu et forme de la déclaration**
- 2.6** <sup>1</sup>La déclaration est faite au contrôle des habitants.  
<sup>2</sup>Les personnes majeures sont tenues de se présenter personnellement pour déclarer leur arrivée, à moins d'en avoir été dispensées pour de justes motifs par le préposé.  
<sup>3</sup>La déclaration du conjoint, du partenaire enregistré au sens de la loi fédérale sur le partenariat et du titulaire de l'autorité parentale vaut pour l'autre conjoint ou partenaire enregistré, pour les enfants mineurs et pour toute autre personne, aussi longtemps que ces personnes font ménage commun avec lui.  
<sup>4</sup>La déclaration d'arrivée incombe:
- a) au représentant légal, pour les mineurs vivant hors du ménage de leurs parents et les interdits ou, s'ils séjournent dans un établissement, à la direction de ce dernier;
  - b) à la direction, pour le séjour des pensionnaires dans un home pour personnes âgées;
  - c) à l'administration, pour le séjour des requérants d'asile logés dans un centre d'accueil.

- 2.7 Contenu de la déclaration** **2.7** Une déclaration d'arrivée doit être remplie pour chaque personne et contenir les renseignements prescrits par le règlement d'exécution de la loi sur l'harmonisation des registres officiels de personnes et le contrôle des habitants (RHRCM) du 2 juin 2010.
- 2.8 Dépôt et présentation de documents** **2.8** <sup>1</sup>En déclarant son arrivée dans la commune, tout Suisse est tenu de déposer un acte d'origine à jour ou une pièce officielle attestant le dépôt de ce document dans une autre commune (déclaration de domicile)  
<sup>2</sup>L'étranger doit produire une pièce de légitimation reconnue selon le droit fédéral; s'il est déjà titulaire d'une autorisation temporaire, de séjour, d'établissement ou autre, il la présentera également.  
<sup>3</sup>La présentation du certificat ou du livret de famille, d'un acte de famille ou de tout autre document d'état civil probant peut être requise lorsque le conjoint ou le partenaire enregistré au sens de la loi fédérale sur le partenariat fait également la déclaration pour l'autre conjoint, l'autre partenaire ou les enfants mineurs.  
<sup>4</sup>La commune conserve les documents qui y sont déposés.
- 2.9 Attestation de domicile et attestation de séjour** **2.9** <sup>1</sup>La personne qui établit son domicile dans la commune reçoit une attestation de domicile, délivrée pour une durée indéterminée.  
<sup>2</sup>La personne qui déclare un séjour dans la commune reçoit une attestation de séjour. Celle-ci lui est délivrée pour la durée d'une année; elle peut être renouvelée.
- 2.10 Déclaration de domicile** **2.10** <sup>1</sup>La personne qui, tout en conservant son domicile dans la commune où est déposé son acte d'origine, séjourne temporairement ou périodiquement dans une autre commune, peut obtenir une déclaration de domicile.  
<sup>2</sup>Cette déclaration atteste le dépôt de l'acte d'origine dans la commune qui l'établit et reproduit les indications figurant sur l'acte d'origine; sa validité est d'une année; elle peut être renouvelée.
- 2.11 Devoirs du bailleur** **2.11** Les propriétaires ou gérants d'immeubles sont tenus d'informer leurs locataires de leur obligation de déclarer leur arrivée et leur départ au contrôle des habitants.
- 2.12 Devoirs du logeur** **2.12** <sup>1</sup>Celui qui loge des tiers, dont le séjour excède trois mois, est tenu de les informer de leur obligation de déclarer leur arrivée et leur départ au contrôle des habitants.  
<sup>2</sup>Il en va de même pour les établissements publics au bénéfice d'une patente permettant de loger des hôtes; est réservé le contrôle de ces derniers, conformément à la législation en la matière.
- 2.13 Changement de situation** **2.13** <sup>1</sup>Les personnes domiciliées ou en séjour doivent communiquer, dans les 14 jours, tout changement d'identité, d'état civil, d'adresse, de logement dans le même immeuble etc.  
<sup>2</sup>Un nouvel acte d'origine doit être produit en cas de changement d'identité ou d'état civil.  
<sup>3</sup>Les personnes qui deviennent majeures sont informées par la commune qu'elles sont astreintes aux mêmes formalités qu'un nouvel arrivant, même si elles demeurent dans le ménage de leurs parents.

- 2.14 Déclaration de départ**      **2.14**    <sup>1</sup>La personne domiciliée dans la commune et qui la quitte ou dont la durée de séjour n'atteint plus trois mois par an, doit annoncer son départ dans les 14 jours qui suivent le changement de domicile et indiquer sa destination.  
<sup>2</sup>L'article 2.6 ci-dessus s'applique par analogie à la déclaration de départ.
- 2.15 Restitution de documents**      **2.15**    Lorsqu'une personne annonce son départ:
- a) l'acte d'origine est restitué à son titulaire;
  - b) la déclaration de domicile est restituée à son titulaire ou à l'autorité qui l'a émise.
- 2.16 Attributions du préposé au contrôle des habitants**      **2.16**    Le préposé a notamment les attributions suivantes:
- a) il reçoit les déclarations d'arrivée et de départ, les avis de changement de situation des personnes concernées, ainsi que les annonces de tiers;
  - b) il tient le registre communal des habitants dans lequel sont inscrits, pour toutes les personnes domiciliées ou en séjour dans la commune, les renseignements contenus dans les déclarations d'arrivée et de départ, ainsi que les éléments d'ordre technique prescrits par le RHRCH ;
  - c) il établit et délivre les attestations de domicile, les attestations de séjour et les déclarations de domicile;
  - d) il statue sur les contestations portant sur le domicile ou le séjour, après avoir entendu la personne intéressée; ses décisions sont susceptibles d'un recours au Département de la justice, de la sécurité et de la culture (DJSC), conformément à la loi sur la procédure et la juridiction administratives, du 27 juin 1979 (LPJA);
  - e) il conserve les actes d'origine, ainsi que les déclarations de domicile, et les restitue en cas de départ;
  - f) il veille à la conservation des archives du contrôle des habitants;
  - g) il veille à ce que toutes les personnes concernées remplissent les obligations que leur impose la loi concernant l'harmonisation des registres officiels de personnes et de contrôle des habitants (LHRCH) du 3 novembre 2009) et procède aux contrôles et enquêtes nécessaires; au besoin, il peut requérir le concours du personnel chargé des tâches de police communale ou de la police.
  - h) il collabore, conformément aux directives émises par le Département de l'économie et de l'action sociale (DEAS), à l'établissement des statistiques relatives aux habitants et aux recensements de la population;
  - i) il peut exiger des administrations cantonales et communales, ainsi que d'autres personnes, physiques ou morales, les renseignements ou les informations qu'elles possèdent au sujet d'une personne déterminée, susceptibles de figurer dans la déclaration d'arrivée ou dans le registre des habitants.

**2.17 Obligations de renseigner  
incombant aux tiers**

**2.17** <sup>1</sup>Sur demande orale, écrite, par télécopie ou par courriel du service communal, les employeurs, pour leurs employés, les bailleurs et gérants d'immeubles, pour les locataires qui habitent leurs immeubles, qui y emménagent ou qui les quittent, ainsi que les fournisseurs d'énergie et d'eau potable pour les prestations qu'ils fournissent ont l'obligation de lui communiquer, gratuitement et immédiatement, tous les renseignements nécessaires relatifs aux personnes tenues de s'annoncer, si ces dernières ne s'acquittent pas de leurs obligations.

<sup>2</sup>La même obligation incombe aux établissements publics au bénéfice d'une autorisation permettant de loger des hôtes; le contrôle de ces derniers, conformément à la législation en la matière, est réservé

<sup>3</sup>La Poste a la même obligation concernant l'adresse postale <sup>1</sup>.

**2.18 Exécution par substitution**

**2.18** Lorsqu'une décision concernant le domicile est devenue définitive et exécutoire, la personne préposée au contrôle des habitants peut, en lieu et place de la personne concernées et aux frais de cette dernière, procéder:

- a) à l'inscription s'il est en possession des éléments nécessaires par avis de départ de l'ancienne commune de domicile ;
- b) à la radiation et, s'il connaît la nouvelle commune de domicile, envoyer à cette dernière les documents qu'il détenait.

**2.19 Changement de données**

**2.19** <sup>1</sup>Les personnes, domiciliées ou en séjour, doivent communiquer au service communal, conformément à l'article 2.6 appliqué par analogie, dans les quatorze jours dès l'événement, tout changement de données les concernant et contenues dans le registre, tel que changement d'identité, d'état civil, d'adresse, de logement dans le même immeuble, etc.

<sup>2</sup>Un nouvel acte d'origine doit être produit en cas de changement d'identité ou d'état civil.

<sup>3</sup>Les personnes qui deviennent majeures sont informées par le service communal qu'elles sont astreintes aux mêmes formalités qu'un nouvel arrivant, même si elles demeurent dans le ménage de leurs parents <sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Art. 48 LHRCH

<sup>2</sup> Art. 49 LHRCH

## Chapitre 3

### DE LA POLICE COMMUNALE

- 3.1 Ordre public** **3.1** Il est interdit d'endommager le bien d'autrui.
- 3.2 Domaine public travail et dépôt** **3.2** <sup>1</sup>Tout travail ou dépôt de matériaux sur la voie publique est soumis à autorisation du Conseil communal qui, s'il y a lieu, fixe le montant de l'indemnité.  
<sup>2</sup>Les mesures de sécurité incombent au bénéficiaire de l'autorisation.
- 3.3 Affichage et enseignes** **3.3** <sup>1</sup>Le Conseil communal fixe les emplacements d'affichage; aucune affiche, enseigne ou réclame ne peut être apposée sans son autorisation.  
<sup>2</sup>Le Conseil communal peut interdire la pose des enseignes, affiches, réclames, inscriptions ou images qui, par leur emplacement, leurs dimensions excessives ou pour toute autre raison, nuisent à la moralité, à la sécurité, à l'architecture d'un bâtiment, à l'aspect d'une rue, d'une place ou d'un site.  
<sup>3</sup>Les enseignes qui empiètent sur le domaine public communal feront l'objet d'une concession spéciale.  
<sup>4</sup>Une taxe annuelle, fixée par le Conseil communal, sera perçue.  
<sup>5</sup>Les affiches ainsi que leurs supports et matériels de fixation seront retirés au plus tard 5 jours après la fin de l'évènement qu'elles annoncent. Fr. 50.— de taxe de base et Fr. 20.— par affiche seront facturés aux organisateurs de l'évènement annoncé si la commune devait se charger du retrait.
- 3.4 Dommages aux affiches** **3.4** <sup>1</sup>Quiconque, sans droit, aura arraché, lacéré, ou rendu inutilisables ou illisibles, même partiellement, des affiches que des particuliers ont fait placarder dans des lieux et dans des conditions fixés par la loi ou l'autorité, sera puni de l'amende.  
<sup>2</sup>Quiconque aura arraché, lacéré ou rendu inutilisable ou illisible une publication officielle affichée, sera puni de l'amende.
- 3.5 Circulation** **3.5** Lorsque les besoins l'exigent, la circulation ou le stationnement de tout véhicule sur certains endroits du domaine public peuvent être interdits ou limités par arrêté du Conseil communal, approuvé par le service des ponts et chaussées.
- 3.6 Mise en fourrière** **3.6** <sup>1</sup>Les véhicules gênant les autres usagers ou le passage des engins de déneigement peuvent être évacués et mis en fourrière.  
<sup>2</sup>Les frais inhérents à ces opérations sont à la charge du détenteur.
- 3.7 Plantations** **3.7** Les arbres et les haies plantés en bordure de la voie publique doivent être taillés par les propriétaires de façon à ne pas gêner la circulation ni limiter la visibilité. Le Conseil communal peut ordonner les entretiens nécessaires dans un délai fixé. Passé ce délai, la commune les fera exécuter aux frais des propriétaires.
- 3.8 Fouilles** **3.8** <sup>1</sup>Aucune fouille sur le domaine public communal ne peut se faire sans autorisation du Conseil communal.  
<sup>2</sup>Les mesures de sécurité et la remise en état incombent au requérant.

<sup>3</sup>Un émolument est perçu par arrêté séparé du Conseil communal dans le cadre fixé par l'arrêté du Conseil général concernant la perception de divers taxes et émoluments communaux.

**3.9 Récolte de signatures**

**3.9** <sup>1</sup>La récolte de signatures sur le domaine public pour une initiative, un référendum ou une pétition doit être annoncée au Conseil communal.

<sup>2</sup>Si l'ordre ou la sécurité publics l'exige, le Conseil communal peut en limiter l'exercice.

<sup>3</sup>Toute propagande ou récolte de signatures est interdite dans les locaux de vote et à leurs abords immédiats.

**3.10 Eaux usées**

**3.10** Il est interdit de déverser des eaux usées sur la voie publique et dans les collecteurs de drainage.

**3.11 Lavage des véhicules**

**3.11** Le lavage des véhicules n'est admis sur le domaine public qu'aux endroits désignés à cet effet par la police.

**3.12 Nom des rues**

**3.12** <sup>1</sup>Les rues et places publiques sont dénommées par le Conseil communal.

<sup>2</sup>Il prend les mesures utiles pour éviter toute confusion dans la dénomination des chemins privés.

**3.13 Sécurité publique**

**3.13** <sup>1</sup>Quiconque aura jeté, utilisé ou versé des matières, au risque de blesser, salir ou molester des personnes, sera puni de l'amende.

<sup>2</sup>Sont notamment interdits les jets de pierres ou d'autres projectiles.

**3.14 - 3.15 Jeux et sports**

**3.14** Les jeux de balles, de même que ceux pouvant compromettre la sécurité des personnes ou entraver la circulation, sont interdits dans les rues.

**3.15** <sup>1</sup>Les sports tels que la luge, le hockey, le ski ou le patin ne seront pratiqués sur le domaine public qu'aux endroits désignés par la direction de police.

<sup>2</sup>Les compétitions sportives ne peuvent avoir lieu sur le domaine public qu'avec l'autorisation du Conseil communal.

**3.16 Feux**

**3.16** <sup>1</sup>Il est interdit de faire des feux découverts sur les places publiques, dans les rues, cours, allées et jardins à moins de 10 mètres de distance d'un bâtiment en pierre et de 30 mètres d'un bâtiment en bois.

<sup>2</sup>Ces feux doivent être surveillés jusqu'à complète extinction.

<sup>3</sup>Quiconque, sans autorisation, aura tiré des coups de feu ou des pièces d'artifice à proximité de bâtiments ou de matières inflammables, sera puni de l'amende.

<sup>4</sup>Il est notamment interdit d'allumer ou de lancer des explosifs tels que pétards ou autres engins dangereux à l'intérieur de la localité.

**3.17 Echafaudages**

**3.17** Toute personne qui installe des échafaudages, échelles, ponts volants, etc., est tenue, sous sa responsabilité, de veiller à leur solidité ainsi qu'à la sécurité de ses employés et du public.

**3.18 Ruchers**

**3.18** L'installation de ruchers à proximité de la voie publique et dans le voisinage immédiat de maisons habitées par des tiers est soumise à l'approbation préalable de l'autorité communale.

**3.19 Tranquillité publique**

**3.19** Tout acte de nature à troubler la tranquillité publique est interdit.

- 3.20 Manifestations publiques** **3.20** <sup>1</sup>Les manifestations publiques en plein air, notamment les spectacles, concerts, assemblées, cortèges et expositions, sont subordonnés à une autorisation du Conseil communal.  
<sup>2</sup>Le Conseil communal peut limiter le déroulement de certaines manifestations, voire les interdire les dimanches et jours fériés officiels, dans la mesure où le maintien de l'ordre et de la tranquillité publics l'exige.  
<sup>3</sup>Le déroulement normal des manifestations et représentations publiques ne peut être troublé ou empêché.
- 3.21 Feux d'artifice** **3.21** L'utilisation d'engins pyrotechniques destinés à créer un spectacle, lors de manifestations publiques ou privées, est soumise à autorisation du Conseil communal
- 3.22 Appareils sonores** **3.22** Il est interdit d'incommoder les voisins par l'emploi d'appareils diffuseurs de son ou d'instruments de musique.
- 3.23 Détonateurs** **3.23** L'emploi de détonateurs destinés à éloigner les oiseaux est interdit de 18 heures à 7 heures.
- 3.24 Animaux** **3.24** Tout propriétaire d'animaux est tenu d'éviter que leurs cris ne troublent la tranquillité publique.
- 3.25 Bruit** **3.25** Sauf autorisation spéciale, toute activité ou tout travail bruyants sont interdits de 22 heures à 7 heures à l'intérieur de la localité et partout où ils troubleraient le repos des voisins.
- 3.26 Dimanche et jours fériés** **3.26** <sup>1</sup>Sont en principe interdites le dimanche et les jours fériés les activités qui, en raison du bruit qu'elles provoquent ou de toute autre manière, portent atteinte à la paix publique.  
<sup>2</sup>Ces mesures ne s'appliquent pas aux travaux agricoles et viticoles.  
<sup>3</sup>La mise en marche et l'utilisation de modèles réduits volants avec ou sans moteur et de modèles réduits roulants avec moteur à explosion, sont interdites à moins de 300 mètres de toute habitation. Le survol d'habitations avec des modèles réduits, avec ou sans moteur, est interdit.
- 3.27-3.28 Poids et mesures** **3.27** Ne sont admis dans le commerce que les balances, poids et mesures vérifiés par le contrôleur officiel.  
**3.28** Le Conseil communal peut en tout temps faire contrôler le poids et la mesure des marchandises vendues.
- 3.29-3.31 Police rurale** **3.29** La police rurale est exercée selon les dispositions légales.  
**3.30** La garde des vignes est de la compétence du Conseil communal qui décide, après avoir pris l'avis des milieux intéressés, de la date du début de ce service et nomme les gardes-vignes (brévards).  
**3.31** Les gardes-vignes sont sous la responsabilité du Conseil communal, qui répartit les secteurs et fixe les heures de garde.
- 3.32 Etablissements publics** **3.32** Les tenanciers des hôtels, cafés-restaurants et autres établissements publics doivent se conformer aux prescriptions cantonales, notamment aux dispositions de la loi sur les établissements publics.
- 3.33 Heures d'ouverture en général** **3.33** <sup>1</sup>Les établissements publics peuvent être ouverts dès 6 heures.  
<sup>2</sup>L'heure de fermeture est fixée à:  
a) 1 heure en semaine ;  
b) 2 heures, les nuits du vendredi au samedi et du samedi au dimanche

- <sup>3</sup>Le Conseil communal peut limiter les heures d'exploitation des terrasses d'établissements publics, si, malgré des avertissements répétés, celles-ci troublent la tranquillité du voisinage.
- <sup>4</sup>Les cercles sont autorisés à accueillir leurs membres et leurs invités en dehors des heures d'ouverture et de fermeture des autres établissements publics.
- Cas particuliers** <sup>5</sup> Les établissements publics peuvent rester ouverts les nuits du 31 décembre au 1<sup>er</sup> janvier, du dernier jour de février au 1<sup>er</sup> mars et du 1<sup>er</sup> au 2 août, ainsi que, jusqu'à 3 heures du matin, lors de la Fête villageoise de Colombier et la Fête des vendanges d'Auvernier.
- 3.34 Tranquillité** **3.34** <sup>1</sup> Les tenanciers des établissements publics ont l'obligation de prendre toutes les mesures utiles pour que l'exploitation de leur établissement n'incommodé pas le voisinage.  
<sup>2</sup> A la sortie, il invite ses hôtes, s'il y a lieu, au respect de la tranquillité publique.
- 3.35 Prolongations** **3.35** <sup>1</sup> Les établissements publics peuvent, exceptionnellement et de cas en cas, être autorisés à ouvrir avant l'heure réglementaire ou à fermer après cette heure.  
<sup>2</sup> L'autorisation est délivrée par le dicastère de la sécurité, contre émolument fixé par arrêté séparé du Conseil communal dans le cadre fixé par l'arrêté du Conseil général concernant la perception de divers taxes et émoluments communaux.
- 3.36 Bruit, faisceau laser** **3.36** L'installation et l'utilisation, dans un établissement public, d'appareils à faisceau laser, d'appareils de sonorisation et d'amplification du son doivent être autorisées par le Conseil communal qui en fait contrôler périodiquement le bon fonctionnement.
- 3.37 Distributeurs automatiques** **3.37** L'installation, sur le territoire communal, de tout distributeur ou appareil automatique doit être signalée dans les 10 jours, par le détenteur, à l'autorité cantonale de police du commerce.
- 3.38 Professions ambulantes** **3.38** <sup>1</sup> Nul ne peut exercer dans la commune une activité relevant du commerce ambulante ou temporaire sans être pourvu d'une autorisation délivrée par le service du commerce et des patentes.  
<sup>2</sup> Les prescriptions concernant l'utilisation du domaine public sont réservées.
- 3.39 Heures d'activité** **3.39** <sup>1</sup> Les activités relevant du commerce ambulante ou temporaire ne peuvent être exercées en dehors des heures d'ouverture des magasins.  
<sup>2</sup> Les activités foraines sont exceptées.  
<sup>3</sup> Le Conseil communal peut en outre accorder des dérogations lors des fêtes populaires organisées sur le territoire de la commune.
- 3.40 Conditions d'exercice** **3.40** <sup>1</sup> Le commerce ambulante ou temporaire doit être exercé de manière à ne pas importuner le public.  
<sup>2</sup> Il n'est permis dans les maisons, terrains clos, établissements publics, salles de spectacles et autres lieux de réunion publics qu'avec l'assentiment du propriétaire, du tenancier ou de l'exploitant.





## Chapitre 4

### MATCHES AU LOTO

- 4.1 Matches au loto**
- 4.1** L'organisation des matches au loto est soumise aux dispositions cantonales en la matière et aux règles suivantes :
- a) sont autorisées à organiser des matches au loto les sociétés locales et associations à but non lucratif ;
  - b) les sociétés à but lucratif doivent solliciter l'autorisation d'organiser un match au loto ;
- 4.2 Emolument**
- 4.2** L'émolument est fixé par arrêté séparé du Conseil communal dans le cadre fixé par l'arrêté du Conseil général concernant la perception de divers taxes et émoluments communaux.
- 4.3 Objets mis en jeu**
- 4.3** Le Conseil communal se réserve le droit d'établir un contrôle sur les objets mis en jeu.

## Chapitre 5

### POLICE SANITAIRE

- 5.1 Organes d'exécution**      **5.1** <sup>1</sup>La commission de salubrité publique est chargée d'exécuter les prescriptions relatives à la police sanitaire et aux maladies transmissibles, de surveiller la salubrité et l'état d'entretien des constructions.  
<sup>2</sup>Pour le surplus, ses attributions sont déterminées par la réglementation cantonale.
- 5.2 Propreté**      **5.2** <sup>1</sup>Tout acte de nature à compromettre la propreté et le bon entretien du domaine public ainsi que des parcs et promenades communaux est interdit.  
<sup>2</sup>Les actes contraires à la salubrité et la sécurité publiques, commis sur domaine privé, constituent des contraventions au présent règlement dans la mesure où ils créent des dangers pour la santé ou la sécurité des voisins ou du public.
- 5.3 Dégradations**      **5.3** Il est interdit de dégrader, de salir ou souiller par des dessins et des inscriptions réalisés notamment au moyen de bombes aérosols, ou de toute autre manière, les façades, murs, portes, clôtures ou installations quelconques.
- 5.4 Enlèvement des ordures**      **5.4** <sup>1</sup>La commune assure l'enlèvement des ordures ménagères déposées dans les conteneurs enterrés ou semi-enterrés.  
<sup>2</sup>Le Conseil communal peut exiger le tri préalable des déchets et faire procéder à des enlèvements séparés spéciaux.  
<sup>3</sup>Un calendrier d'enlèvement des déchets est remis aux ménages; il fixe notamment l'horaire ainsi que les modalités du ramassage et désigne des centres de dépôt.  
<sup>4</sup>Les déchets ne sont déposés sur la voie publique que le jour fixé pour leur évacuation ; ils sont placés de manière à ne gêner ni la circulation, ni les piétons ; les conteneurs et poubelles sont rentrés au plus tard à la fin de la journée.  
<sup>5</sup>Il est interdit aux personnes ou entreprises non domiciliées dans la commune, de déposer sur le territoire et notamment dans les rues ou la déchetterie de cette dernière, leurs déchets, conteneurs, poubelles ou sacs à déchets.
- 5.5 Déchets dangereux**      **5.5** <sup>1</sup>Il est interdit de déposer directement sur la voie publique ou dans les poubelles et sacs à déchets des objets dangereux ou cassés pouvant provoquer des accidents.  
<sup>2</sup>La verrerie, la vaisselle brisée et les objets tranchants doivent être soigneusement emballés afin d'éviter tout risque de blessure pour le personnel de la voirie.
- 5.6 Déchets encombrants**      **5.6** Les déchets encombrants doivent être éliminés ou recyclés selon les modalités fixées dans le Règlement communal relatif à la gestion des déchets du 25 juin 2013.

- 5.7 Interdiction des dépôts de déchets** **5.7** <sup>1</sup>Il est interdit de jeter, répandre ou déposer sur les voies et promenades publiques, de même que sur les chemins et terrains privés, dans le voisinage des habitations ainsi que dans les cours d'eau, prés et forêts, des papiers, chiffons, ordures, balayures, déchets carnés, ferrailles, carcasses de véhicules, matériaux et déchets de toute nature.
- <sup>2</sup>Les déblais provenant de démolition ou de travaux de terrassement, les huiles de vidange et ménagères, ainsi que tous les déchets contenant des matières toxiques ou dangereuses pour l'environnement doivent être livrés au lieu de dépôt ou de destruction désigné par l'autorité communale.
- <sup>3</sup>Tout dépôt fait dans un endroit non autorisé sera enlevé aux frais, risques et périls du contrevenant.
- 5.8 Dépouilles d'animaux** **5.8** Les dépouilles d'animaux doivent être conduites dans un centre d'incinération officiel.
- 5.9 Fumiers** **5.9** <sup>1</sup>La commission de salubrité publique peut s'opposer à l'emplacement d'un fumier si celui-ci risque d'être nuisible à l'hygiène par la proximité d'habitations.
- <sup>2</sup>Les fumiers doivent posséder une assise en ciment et une fosse étanche.
- 5.10 Porcheries et poulaillers** **5.10** <sup>1</sup>Les porcheries, poulaillers, etc., ne peuvent être installés qu'avec l'approbation de l'autorité communale qui tiendra compte des nécessités de la salubrité publique.
- <sup>2</sup>Il est interdit de garder, des poules ou autres animaux de basse-cour dans les immeubles habités, ruraux exceptés.
- 5.11 Epannage de purin** **5.11** <sup>1</sup>Le purin doit être transporté avec du matériel étanche.
- <sup>2</sup>L'épandage de purin est interdit dans la zone S I de protection des eaux (zone de captage), dans la zone S II (zone de protection rapprochée), ainsi que sur des sols dépourvus de couverture végétale.
- <sup>3</sup>Le déversement de purin ou d'eaux résiduaires de silo dans une canalisation ou dans les eaux est interdit.
- <sup>4</sup>Pour le surplus, l'épandage de purin lors de conditions météorologiques défavorables doit respecter les règles fixées par le droit fédéral et cantonal.
- 5.12 Sources, cours d'eau et fontaines** **5.12** <sup>1</sup>Il est interdit de salir ou de contaminer, notamment par purinage, l'eau des sources, chambres d'eau et fontaines.
- <sup>2</sup>Les abords de ces dernières doivent être maintenus propres.
- 5.13 Désinfections** **5.13** Les désinfections de locaux ordonnées par le médecin ou la commission de salubrité publique ne peuvent être exécutées que par le service officiel de désinfection, aux frais des intéressés.

## Chapitre 6

### INHUMATIONS, INCINERATIONS

- 6.1-6.2 Autorisation**
- 6.1** L'autorité communale autorise l'inhumation ou l'incinération sur la base d'un certificat d'inscription de décès délivré par l'état civil compétent.
- 6.2** <sup>1</sup>L'inhumation de toute personne domiciliée hors de la commune est soumise à autorisation du Conseil communal.  
<sup>2</sup>Toutefois, ce dernier pourvoira, sur demande, à l'inhumation d'une personne décédée sur le territoire communal.
- 6.3 Délai**
- 6.3** <sup>1</sup>Les ensevelissements et incinérations ont lieu, les jours ouvrables, entre 24 et 96 heures après le décès.  
<sup>2</sup>Exceptionnellement, et sur demande écrite et motivée de la famille et du médecin, l'autorité peut réduire ou étendre ce délai.
- 6.4 Dépôts d'urnes**
- 6.4** Sur demande préalable adressée au bureau communal, les urnes renfermant les cendres peuvent être déposées:
- a) sur la tombe d'un proche parent, à une profondeur de 70 cm,
  - b) dans un emplacement concédé par la commune,
  - c) dans la tombe du souvenir,
  - d) dans le columbarium.
- 6.5 Tombe du souvenir**
- 6.5** <sup>1</sup> La tombe du souvenir comprend un caveau destiné à recevoir les cendres de personnes en ayant exprimé le désir ou dont les proches font une demande écrite au service des pompes funèbres concerné.  
<sup>2</sup> Cette tombe ne porte aucune inscription de noms; elle est entretenue aux frais de la commune. Le dépôt des fleurs qui accompagnent la personne incinérée est autorisé temporairement.
- 6.6 Gratuité**
- 6.6** <sup>1</sup>Le service des inhumations est gratuit pour toute personne domiciliée dans la commune.  
<sup>2</sup>Il comprend le creusage de la fosse, la sonnerie des cloches, le transport du domicile au cimetière et la fourniture du jalon.
- 6.7-6.8 Finances**
- 6.7** <sup>1</sup>Les émoluments d'inhumation de personnes non domiciliées dans la commune, qui y sont décédées ou non, sont fixés par le Conseil communal conformément à la législation cantonale. Le Conseil communal établit un tarif desdits émoluments.  
<sup>2</sup> Si les nécessités l'exigent, le Conseil communal peut refuser l'inhumation ou le dépôt de cendres de personnes non domiciliées dans la commune et décédées hors de celle-ci.
- 6.8** Les frais d'incinération incombent à la succession.

**6.9-6.14 Columbarium**

**6.9**<sup>1</sup>La commune octroie, dans la limite des places disponibles, des concessions de 30 ans pour le dépôt d'urnes cinéraires dans le columbarium. Ces concessions valent, soit pour un emplacement dans les niches communes, soit pour une niche familiale.

<sup>2</sup>Aucune réservation n'est enregistrée. L'attribution des emplacements n'intervient qu'après le décès.

<sup>3</sup>Dans les niches communes, les urnes sont placées par ordre d'arrivée.

**6.10** Les niches familiales peuvent renfermer trois urnes cinéraires de la même famille. Le délai de concession est calculé à partir du dépôt de la troisième urne cinéraire. Toutefois, il ne peut pas excéder 50 ans à compter du dépôt de la première urne.

**6.11** A l'échéance de la concession, l'urne cinéraire sera rendue à la famille. La famille peut demander le dépôt des cendres dans la tombe du souvenir selon l'art. 6.5. Si la famille ne peut pas être contactée à la dernière adresse communiquée sur le contrat de location de la concession, les cendres sont déposées sans urne dans la tombe du souvenir et la commune dispose de l'urne.

**6.12** Le dépôt d'urnes cinéraires dans le columbarium est soumis au paiement d'un émolument de location selon tarifs arrêtés par le Conseil communal. L'émolument pour une niche familiale se montera au moins à trois fois le montant de l'émolument d'un emplacement dans une niche commune. Le Conseil communal est autorisé à prévoir une différenciation selon le lieu du décès ou du dernier domicile.

**6.13**<sup>1</sup>Sont admis sur la plaque de fermeture :

- les noms et prénoms du défunt,
- ses dates de naissance et de décès,
- sa photographie,

dont le style, la taille et le modèle sont imposés par le Conseil communal.

<sup>2</sup>La gravure des plaques et les décorations autorisées sont réalisées par l'intermédiaire de l'Administration communale et sont à la charge de la succession.

**6.14** Aucune plantation n'est autorisée. Le columbarium est entretenu aux frais de la commune, qui en assure la décoration florale. Le dépôt de fleurs par la famille et les proches n'est autorisé qu'à l'occasion de la cérémonie du dépôt de l'urne.

## Chapitre 7

### CIMETIERE

#### 7.1-7.7 Surveillance Aménagement

**7.1** Le cimetière est placé sous la sauvegarde de la population et la surveillance de l'autorité communale.

**7.2** <sup>1</sup>L'ordre, la décence et la tranquillité doivent régner constamment dans l'enceinte du cimetière.

<sup>2</sup>Les enfants non accompagnés n'y ont pas accès.

<sup>3</sup>Il est interdit d'y introduire des chiens.

**7.3** Il est défendu de toucher aux plantations ou de cueillir des fleurs sur les tombes.

**7.4** <sup>1</sup>Les fleurs fanées, couronnes, etc., doivent être déposées aux endroits prévus à cet effet.

<sup>2</sup>Les proches ont le droit de fleurir une tombe ou d'y placer un monument funéraire; ils ont le devoir de l'entretenir.

**7.5** <sup>1</sup>Le Service des travaux publics maintient ce dernier en bon état d'entretien et de propreté.

<sup>2</sup>Il effectue les travaux nécessaires et se conforme aux ordres et instructions de la direction des travaux publics.

<sup>3</sup>Il fait rapport à cette dernière au sujet des tombes négligées ou abandonnées.

**7.6** <sup>1</sup>Les plantations arborescentes sur les tombes restent propriété communale.

<sup>2</sup>Elles ne peuvent être enlevées qu'avec le consentement du Conseil communal qui fixe les conditions.

<sup>3</sup> Le Service des travaux publics procède d'office aux élagages jugés nécessaires.

<sup>4</sup>Il est interdit d'enlever les jalons.

**7.7** Les tombes abandonnées sont nivelées etensemencées d'herbe par le Service des travaux publics.

#### 7.8-7.9 Tombes et monuments

**7.8** Les dimensions ci-après doivent être observées pour les tombes, bordure comprise:

	<u>Longueur</u>	<u>Largeur</u>
Adultes	1.75 m	0.80 m
enfants de 3 à 10 ans	1.10 m	0.60 m
enfants au-dessous de 3 ans	0.90 m	0.50 m

**7.9** <sup>1</sup>Les monuments et bordures de pierre ne peuvent être posés que 3 mois au moins après l'inhumation et une fois la tombe nivelée.

<sup>2</sup>Tout monument doit être posé sur des fondations proportionnées à son poids.

<sup>3</sup>Aucun monument ou bordure ne peut être placé sur une tombe sans autorisation écrite du Conseil communal.

<sup>4</sup>La mise en place des monuments et bordures ainsi que l'aménagement des jardins doivent se faire selon les indications données sur place par le Service des travaux publics, au plus tard dans les deux ans qui suivent l'inhumation.

<sup>5</sup>Les monuments en ruines ou non entretenus sont enlevés par l'autorité communale qui en dispose.

#### 7.10-7.11 Désaffectation

**7.10** <sup>1</sup>En cas de réouverture des fosses pour de nouvelles sépultures ou de désaffectation de tout ou partie du cimetière, laquelle ne peut intervenir qu'après un délai de 30 ans au moins, le Conseil communal avise les proches des personnes inhumées par affichage public et publication dans la Feuille officielle cantonale.

<sup>2</sup>L'avis fixe un délai de 2 mois pour l'enlèvement des monuments et bordures; passé ce délai, le Conseil communal en dispose.

**7.11** Le dépôt d'une urne dans une tombe n'en prolonge pas le délai de réouverture.



## Chapitre 8

### POLICE DES FORETS

- 8.1 Exploitation**                    **8.1**    <sup>1</sup>Aucune exploitation de produits forestiers accessoires, aucune extraction ou enlèvement de pierres, sable, terre ou gazon, aucune fouille, ne peuvent avoir lieu dans le domaine forestier sans l'autorisation du Conseil communal.
- <sup>2</sup>Les exploitations qui, sans constituer un défrichement, compromettent ou perturbent les fonctions ou la gestion de la forêt sont interdites.
- 8.2 Ramassage du bois mort**    **8.2**    <sup>1</sup>Il est permis de ramasser le bois mort dans les forêts ouvertes, Généralités moyennant autorisation du propriétaire.
- <sup>2</sup>Sont seuls considérés comme bois mort le menu bois sec gisant sur le sol et les déchets qui restent après la vidange des coupes.
- <sup>3</sup>Les pives (cônes) ne sont pas considérées comme bois mort.
- 8.3 Conditions**                    **8.3**    <sup>1</sup>Le ramassage du bois mort dans les coupes ou exploitations ne peut avoir lieu qu'après la vidange complète.
- <sup>2</sup>Les bois brisés par la neige, renversés par le vent ou tout autre accident ne sont pas considérés comme bois mort, leurs débris ne peuvent être ramassés qu'après exploitation et vidange.
- 8.4 Feux**                            **8.4**    <sup>1</sup>Les feux ne sont autorisés en forêt, ou à proximité, que s'il n'en résulte aucun risque pour celle-ci.
- <sup>2</sup>Celui qui allume un feu en forêt est tenu d'en rester maître et de prendre les précautions nécessaires pour éviter tout dommage. Il ne doit pas quitter les lieux avant l'extinction complète du feu.
- 8.5 Pacage du bétail**            **8.5**    <sup>1</sup>Le pacage du bétail est en principe interdit dans les forêts.
- <sup>2</sup>Le pacage des chèvres et des moutons est également interdit dans les pâturages boisés, sauf autorisation spéciale du Département de la gestion du territoire.
- 8.6 Dépôt de déchets en forêt** **8.6**    <sup>1</sup>Le dépôt de matériaux d'extraction et de démolition, d'épaves, d'ordures et de déchets de toute nature est interdit en forêt.
- <sup>2</sup>Le dépôt de matériaux d'extraction peut être autorisé par le propriétaire de la forêt, aux conditions fixées par la réglementation cantonale.
- 8.7 Véhicules à moteur**        **8.7**    <sup>1</sup>La circulation de tout véhicule à moteur étranger à la gestion forestière ou des milieux naturels est interdite en forêt et sur les chemins forestiers.
- <sup>2</sup>Sont réservés les cas d'urgence, ainsi que l'usage de véhicules à moteur à des fins d'intérêt public.
- <sup>3</sup>La circulation est autorisée, pour les ayants droit, sur les chemins carrossables reliant des habitations isolées, ou desservant des pâturages boisés.
- <sup>4</sup>Selon les circonstances, le Conseil communal peut, avec l'accord du Département de la gestion du territoire, accorder des autorisations particulières.

**8.8 Cyclisme et équitation**

**8.8** <sup>1</sup>Le cyclisme et l'équitation en forêt sont interdits en dehors des chemins existants.

<sup>2</sup>Avec l'accord du Département de la gestion du territoire, le Conseil communal peut interdire le cyclisme ou l'équitation là où leur pratique est susceptible d'endommager les chemins, ou sur les itinéraires destinés au tourisme pédestre. Ces interdictions doivent être signalées.

**8.9 Autres activités**

**8.9** <sup>1</sup>En forêt, les activités de loisirs autres que celles qui se pratiquent à pied, en raquettes de randonnée ou à ski sont interdites en dehors des chemins existants.

<sup>2</sup>Aucune manifestation susceptible de porter préjudice à la forêt ne peut être organisée sans l'autorisation du Département de la gestion du territoire.

<sup>3</sup>L'accord des propriétaires concernés est en outre réservé.

## Chapitre 9

### POLICE DES CHIENS

- 9.1-9.2 Déclaration et taxes**
- 9.1** <sup>1</sup>Toute personne domiciliée dans la circonscription communale qui garde un ou plusieurs chiens doit en faire la déclaration chaque année, du 1er au 31 janvier, au bureau communal, en s'acquittant de la taxe fixée par la commune.
- <sup>2</sup>Ce montant comprend la part de la taxe due à l'Etat sans les chiens exonérés par la loi mais y compris ceux exonérés par les communes.
- 9.2** <sup>1</sup>Les personnes qui acquièrent un chien dans le courant de l'année doivent:
- a) la taxe entière si l'acquisition a lieu avant le 1er juillet,
  - b) la demi-taxe si elle a lieu après le 30 juin.
- <sup>2</sup>Réserve est faite pour les chiens transférés d'une autre commune neuchâteloise pour lesquels la taxe a déjà été acquittée.
- <sup>3</sup>Aucun montant n'est dû si l'ancien détenteur a payé la taxe pour l'année en cours.
- <sup>4</sup>Les présentes dispositions s'appliquent par analogie aux détenteurs de jeunes chiens atteignant l'âge de 6 mois avant le 1er juillet ou après le 30 juin.
- 9.3 Exonération**
- 9.3** <sup>1</sup>Sont exonérés de toute taxe par la loi:
- a) les chiens détenus sur le territoire communal depuis moins de trois mois,
  - b) les chiens âgés de moins de six mois,
  - c) les chiens utilisés par des infirmes,
  - d) les chiens de police dont le détenteur est un membre de la police neuchâteloise,
  - e) les chiens reconnus aptes au service militaire par le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS),
  - f) les chiens de catastrophe reconnus.
- 9.4-9.5 Restitution de taxe**
- 9.4** <sup>1</sup>Il ne sera fait aucune restitution de taxe pour un chien cédé après le 31 janvier ou décédé après le 30 juin.
- <sup>2</sup>En cas de décès au cours du premier semestre, la taxe est réduite de moitié.
- 9.5** Les propriétaires de chiens qui n'auraient pas acquitté la taxe dans le délai fixé seront mis en demeure de le faire dans les 8 jours.
- 9.6 Identification**
- 9.6** <sup>1</sup>Tout chien âgé de plus de 5 mois et détenu sur le territoire cantonal depuis plus de 3 mois, doit porter une puce électronique implantée sous la peau ou avoir le tatouage indélébile d'un numéro dans l'oreille ou sur toute autre partie visible du corps.
- <sup>2</sup>Tout chien dont le détenteur ne respecte pas les dispositions du présent article est saisi et mis en fourrière; il pourra être confié à la SPA ou être abattu si nécessaire, si son détenteur ne le réclame pas dans les trois jours.
- 9.7 Errance**
- 9.7** <sup>1</sup>Il est interdit de laisser les chiens errer, quêter, poursuivre ou chasser des animaux sauvages.

<sup>2</sup>Tout détenteur d'un chien doit être en mesure de le maîtriser à tout moment par la voix ou le geste; à défaut, le chien doit être tenu en laisse.

<sup>3</sup>Du 15 avril au 30 juin, les chiens doivent être tenus en laisse en forêt.

<sup>4</sup>Du 1<sup>er</sup> mai au 30 septembre, la présence de chiens est interdite sur les rives d'Auvernier situées au sud de l'A5, de l'allée du débarcadère à la limite est du territoire, exception faite du cheminement pédestre longeant la voie du tram sur lequel les chiens doivent être tenus en laisse.

<sup>5</sup>Du 1<sup>er</sup> mai au 30 septembre, la présence de chiens est interdite sur la plage de Colombier.

<sup>6</sup>Durant toute l'année, les places de jeux sont interdites aux chiens.

<sup>7</sup>Tout chien errant est saisi et mis en fourrière; il peut être abattu immédiatement si la saisie présente un sérieux danger.

<sup>5</sup>Sont réservées les dispositions spéciales en matière d'exercice de la chasse.

**9.8 Chiens hargneux**

**9.8** Les chiens hargneux doivent être tenus en laisse ou munis d'une muselière.

**9.9 Rut**

**9.9** Pendant le temps du rut, les chiennes doivent être enfermées ou tenues en laisse.

**9.10 Aboiements**

**9.10** Lorsque les aboiements d'un chien incommode les voisins, son détenteur est invité à prendre les mesures nécessaires pour les faire cesser.

**9.11 Souillures**

**9.11** <sup>1</sup>Tout détenteur d'un chien veillera à ce que celui-ci ne souille pas le domaine public.

<sup>2</sup>A défaut, il prendra toutes les mesures utiles pour rendre l'endroit propre.

**9.12 Violation des obligations**

**9.12** <sup>1</sup>Les chiens pour lesquels les détenteurs n'ont pas respecté les dispositions des articles 9.7 à 9.10 ci-dessus peuvent être saisis et mis en fourrière.

<sup>2</sup>L'article 9.6 est applicable par analogie.

<sup>3</sup> Les détenteurs, y compris ceux ayant contrevenu à l'article 9.11, seront en outre passibles d'une amende de Fr. 100.-.

**9.13 Mesures en cas d'agression**

**9.13** <sup>1</sup>L'autorité communale, la police neuchâteloise et le service vétérinaire peuvent intervenir immédiatement en cas d'agression d'un chien sur une personne. Ils peuvent séquestrer l'animal préventivement et le placer en fourrière. Les intervenants s'informent mutuellement et immédiatement de leurs interventions respectives.

<sup>2</sup>Compte tenu des circonstances de l'agression, le service vétérinaire peut également ordonner la mise à mort de l'animal.

<sup>3</sup>Dans les cas graves, le service vétérinaire peut en outre interdire la détention de chiens aux personnes dont le ou les chiens ont fait l'objet d'au moins une des mesures mentionnées dans le présent article.

<sup>4</sup>Les frais découlant des mesures susmentionnées sont à la charge du détenteur.

**9.14 Annonces de morsures**

**9.14** <sup>1</sup>Les médecins constatant une blessure due à une morsure de chien dans le cadre de leur activité professionnelle sont tenus de l'annoncer au moyen du formulaire officiel et sans délai au service vétérinaire.

<sup>2</sup>Après examen des annonces, le service vétérinaire peut prendre des mesures à l'encontre du détenteur et du chien concernés, des éventuels détenteurs précédents et de l'éleveur du chien. En cas d'agression, il procède conformément à l'article 9.13.

**9.15 Voies de droit**

**9.15** <sup>1</sup>Les décisions de la commune rendues en application des articles 9.1 à 9.5 peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Département de la justice, de la sécurité et de la culture (DJSC).

<sup>2</sup>Les décisions de la commune ou du service vétérinaire rendues en application des articles 9.6 à 9.14 peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Département de l'économie et de l'action sociale (DEAS).

## Chapitre 10

### RESPONSABILITE, PENALITES

#### 10.1-10.3 Responsabilité, pénalités

**10.1** <sup>1</sup>Les parents ont un devoir général de surveillance sur leurs enfants mineurs, les tuteurs sur leurs pupilles, les formateurs en entreprises sur leurs apprentis mineurs habitant chez eux.

<sup>2</sup>Chacun est responsable civilement du préjudice qu'il cause à des tiers, soit intentionnellement, soit par négligence ou imprudence.

**10.2** <sup>1</sup>Les mineurs sont soumis à la législation cantonale définissant la procédure pénale applicable aux mineurs.

<sup>2</sup>Les élèves des écoles, dans le cadre de ces dernières, sont soumis aux règlements de discipline des établissements qu'ils fréquentent.

**10.3** Sous réserve des dispositions plus sévères des législations cantonale et fédérale qui seraient applicables, les infractions au présent règlement sont passibles d'une amende allant jusqu'à Fr. 10.000.-

## Chapitre 11

### DISPOSITIONS FINALES

#### 11.1-11.2 Dispositions finales

**11.1** <sup>1</sup>Le présent règlement abroge toutes dispositions contraires qui auraient été arrêtées antérieurement à son adoption.

<sup>2</sup>Il entre en vigueur immédiatement.

**11.2** Le présent règlement sera soumis à la sanction du Conseil d'Etat à l'expiration du délai référendaire.

Au nom du Conseil général

Le président :

Le secrétaire :

Colombier, le 13 mai 2014

Sanctionné par le Conseil d'Etat le